

Carte scolaire 2018 : la ruralité une fois de plus bafouée par MACRON!

Communiqué de presse d'Olivier MONTEIL

Conseiller Régional d'Occitanie

Secrétaire départemental du Front National des Hautes-Pyrénées

Après le très indigent rapport d'Aurore BERGE du 31 janvier à l'Assemblée nationale, mettant en cause les enseignants considérés trop durs envers les parents d'élèves des « milieux défavorisés », et avant l'examen au Sénat d'une nouvelle proposition de loi LREM particulièrement sectaire visant à persécuter les écoles libres hors contrat, la carte scolaire 2018 qui vient de sortir a aussi de quoi faire bondir...

En effet, le projet gouvernemental prévoit des fermetures de classes dans 26 écoles bigourdanes et la suppression d'au moins 11 postes d'enseignants en Hautes-Pyrénées. Le moins qu'on puisse dire est pourtant que notre département ô combien rural n'est pas des plus favorisés ! Pourtant Emmanuel MACRON s'était publiquement engagé le 17 juillet 2017 à « ne plus fermer de classes dans les écoles rurales »...une imposture de plus !

La ruralité est encore une fois sacrifiée au profit des zones urbaines, notamment des RER (réseaux d'éducation prioritaire, c'est-à-dire principalement les zones urbaines de forte immigration), où les classes de CP et de CE1 vont bénéficier d'un dédoublement à la rentrée 2018 : plus d'enseignants, plus de classes et deux fois moins d'élèves par classe.

A priori une bonne mesure, sauf qu'elle est non financée et implique de facto une compensation d'effectifs au détriment...des écoles rurales.

Situation scandaleuse et parfaitement discriminatoire car réservée aux seuls quartiers urbains RER au détriment complet de la ruralité, pourtant bien plus défavorisée par l'éloignement, les problèmes de transports ou la longueur des trajets.

Le Front National des Hautes-Pyrénées s'élève contre l'abandon de la ruralité par la révision MACRON de la carte scolaire, scandaleuse conséquence de la politique menée par un gouvernement qui n'hésite plus à sacrifier les écoles rurales au profit des quartiers urbains dits « prioritaires ».

Il propose au contraire de donner la priorité à la ruralité et d'y maintenir coûte que coûte nos écoles, sans lesquelles la vie économique et sociale des communes rurales s'éteindra inéluctablement.

